

LUTTE

OUVRIÈRE

LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES
POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
POUR L'INDEPENDANCE DES ANTILLES
POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA
MARTINIQUE ET LA LA GUADELOUPE
POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

SOMMAIRE

	Pages
EDITORIAL : POLOGNE	1
GRÈVE A LA MARTINIQUE	8
GREVE D'ÉTUDIANTS A LA GUADELOUPE	12
MENDICITÉ AUX P.T.T.	15
CONDITIONS DE TRAVAIL A L'A.P.	17
GUADELOUPE : "JOURNEE SANS ACCIDENTS"	21
LENINGRAD	24
ESPAGNE	26
LE P.C.F. A 50 ANS	28
ANGELA DAVIS NE DOIT PAS MOURIR	32

PRIX : 1,00 F.

N° 48 - 1er JANVIER 1971

EDITORIAL

LES ÉVÈNEMENTS DE POLOGNE

UNE FLAMBÉE
DE COLÈRE
DES TRAVAILLEURS
CONTRE UN RÉGIME
QUI LES
OPPRIME

De violents affrontements ont opposé, dans la semaine du 14 au 21 Décembre, les ouvriers des chantiers-navals de GDANSK, GDYNIA, SOPOT, et STETTIN aux forces de police et à l'armée polonaise.

La bruque flambée de colère, qui a jeté dans la rue les ouvriers, faisait suite à la décision prise par le gouvernement polonais d'augmenter les prix des produits de première nécessité. Ces hausses atteignent jusqu'à 30 % des anciens prix pour certains marchandises. C'est donc le niveau de vie, déjà bas, de toute la population, et en particulier de la classe ouvrière qui se trouve ainsi atteint.

Dès l'annonce de ces augmentations de prix, le mécontentement se faisait sentir ; l'inquiétude gagnait les foyers ouvriers, et les queues de ménagères se formaient devant les magasins pour tenter de se procurer des marchandises avant le changement des prix.

Le mécontentement devait culminer dans les manifestations violentes des ouvriers des chantiers navals de Gdansk et Gdynia. Des milliers de manifestants ouvriers pour la plupart contrairement aux mensonges diffusés par les organes d'informations officiels polonais, déferlaient dans les rues, brisant les vitres des magasins, s'attaquant à

à l'immeuble du Parti "Ouvrier" Polonais. Cet immeuble devait être complètement ravagé par un incendie allumé par les manifestants en colère ; c'était pour les travailleurs un symbole de la politique qui voulait les réduire à la misère.

Les forces de répression sont évidemment intervenues. La police, l'armée ont mis plusieurs jours à mater la révolte ouvrière. Faisant usage de leurs armes, utilisant des tanks, dont plusieurs furent du reste incendiés par les manifestants, ils assassinaient plusieurs dizaines de travailleurs.

A l'Est comme à l'Ouest, lorsque des ouvriers réclament du pain on leur donne de la mitraille. Le fait que les pays de l'Est se dénomment "démocratie populaire" ou s'accordent une appellation de "socialiste" ne change rien à ce fait.

D'ailleurs, l'attitude de la classe ouvrière montre bien que celle-ci ne considère nullement l'Etat polonais comme le sien. Car non seulement les manifestations ont eu lieu dans les villes côtières de la Baltique, mais dans toute la Pologne et en particulier dans les régions les plus industrialisées, les travailleurs ont pratiquement cessé le travail, se réunissant pour discuter dans leurs entreprises. Bien plus, dans la ville de Stettin, les manifestations ont été dirigées par un Comité de grève. Dans la ville, la grève générale fut déclenchée le Jeudi 17 Décembre, elle fut totalement suivie et a été dirigée par le Comité de grève.

Mais ces manifestations si importantes qu'elles aient été, ne furent qu'une explosion de colère. La classe ouvrière polonaise ne dispose pas encore d'organisation lui permettant de faire triompher ses revendications. Et en fin de compte, les événements ont servi certaines fractions du parti stalinien polonais (P.O.P.).

Le plus haut responsable de la politique gouvernementale, Gomulka a été évincé, à la faveur des événements, au profit d'un nommé Gierak et du général Moczar.

Ces changements n'ont rien de particulièrement satisfaisant pour la classe ouvrière. Dans la mesure où ces nouveaux dirigeants sont eux aussi, et au même titre que Gomulka, des responsables de la nouvelle politique économique du gouvernement. Il est significatif de constater que les hausses n'ont pas été remises en question ; et qu'aucune augmentation de salaire n'a été décidée. La seule mesure prise, frise le mépris et l'insulte, le gouvernement ayant décidé de distribuer une aumône de quelques millions de zlotys aux travailleurs "les plus défavorisés".

Par ailleurs, rien dans le passé de ces hommes ne les dispose à être plus favorables aux travailleurs. Gierak est le type du bon bureaucrate, ayant tout accepté, en restant dans les rouages de l'appareil du

P.O.P. Maczar est en fait un nationaliste réactionnaire dont la sympathie pour la droite n'est même pas camouflée.

Mais si les événements de Pologne se sont terminés par un simple réaménagement au sommet ; il n'empêche que par sa lutte et à cause de la répression violente qui s'en est suivie, la classe ouvrière se rendra mieux compte de la force qu'elle représente et de la nécessité de balayer les privilégiés qui se maintiennent sur son dos. Des luttes comme celles de Gdynia, Stettin, Gdansk renforcent la cohésion et le sentiment de classe, le sentiment de défiance de la classe ouvrière vis à vis des gouvernants. C'est à travers elles que se forgera l'organisation révolutionnaire du prolétariat polonais.

—o—o—o—o—o—o—o—

LES DEMOCRATIES POPULAIRES SONT-ELLES DES ETATS OUVRIERS?

Pour comprendre ce qui s'est passé en Pologne, il faut se pencher sur la façon dont les états des Démocraties Populaires sont nées.

La Pologne, n'est et n'a jamais été un état ouvrier, ni encore moins un pays socialiste.

Avant la deuxième guerre mondiale, la Pologne, pays pauvre et sous développé, tout comme les autres pays des "Démocraties Populaires", étaient dominées par des régimes dictatoriaux.

La deuxième guerre mondiale va amener de profonds changements ; l'on verra les deux grands, les U.S.A. et l'U.R.S.S. se partager le monde et légaliser ce pillage au congrès de Yalta ; un pacte sera scellé aussi à la même époque entre les représentants de l'impérialisme britannique, Américain et le représentant de la bureaucratie soviétique (Staline) : Il fallait éviter à tout prix les convulsions et les révolutions possibles, qui n'auraient pas manqué d'éclater, vu la faiblesse des bourgeoisies nationales des pays de l'est.

En effet les armées allemandes qui avaient envahi l'est et la Pologne, s'étaient entièrement substituées à une bourgeoisie nationale trop faible et trop pleutre pour résister à un envahisseur. La fin de la deuxième guerre mondiale, en entraînant le départ des armées nazies laissaient un vide dangereux, que les ouvriers auraient pu chercher à combler.

Pour prévenir ce qu'elle considérait comme un danger la bureaucratie soviétique va pousser les communistes polonais à prendre la tête de la résistance contre les armées allemandes, en construisant un front national, front qui marquerait sur le plan national l'accord qui était passé sur le plan international entre les bourgeoisies

impérialistes et l'U.R.S.S. contre l'Allemagne.

A cette époque la Pologne dont le revenu par habitant se situe à peine au dessus de celui de l'Egypte, et inférieur à celui de la Grèce, est un pays sous développé, pays de grands domaines, à caractère féodal, où le prolétariat agricole très pauvre, forme 45 % de la population.

La bourgeoisie polonaise, profondément attachée au système des grands domaines fonciers, s'avérait incapable de remplir sa mission historique qui est de détruire la féodalité terrienne, afin de former une société démocratique bourgeoise de type occidental.

Incapables d'être à la fois des féodaux et des capitalistes industriels, les polonais riches feront appel pour développer l'industrie polonaise aux capitaux étrangers.

Aussi, lorsque la deuxième guerre mondiale va éclater, les trusts et les banques allemandes s'empareront avec facilité de l'industrie polonaise, et d'un état dirigé par des cliques militaires, peu décidées à résister.

A la fin de la guerre, une fois chassées, les troupes nazies laisseront les différentes classes sociales face à face, mais aussi une absence totale de force de répression organisée aux mains des possédants.

Le vide sera comblé ; l'appareil d'état bourgeois, son administration, sa police, seront reconstruits avec l'aide du Parti communiste polonais, sous la protection agissante de l'armée Rouge.

Pour voir comment le P.C. polonais tout comme les autres Partis Communistes des "Démocraties Populaires" vont s'atteler à cette tâche, il faut tout d'abord situer leur attitude, dans une politique d'ensemble orchestrée par le kremlin.

POLITIQUE DES PARTIS COMMUNISTES

Il faut rappeler que pendant tout le déroulement de la deuxième guerre mondiale le souci de l'U.R.S.S. était de conserver ses alliés (France, Angleterre). Il s'agissait pour l'U.R.S.S. de remporter une victoire militaire et surtout pas de mobiliser le prolétariat dans chaque pays.

Aussi les P.C. des pays de l'Est, et le P.C. polonais, vont-ils se lancer dans la création de fronts aussi larges que possible. Il est clair que dans un front regroupant des gens de tous bords, de

toutes les classes sociales, tout programme communiste défendant les intérêts du prolétariat était mis de côté.

En Pologne, la résistance animée par le P.C. sera faible, d'autant plus faible que la résistance sera dirigée aussi par d'autres fractions, à la fois contre l'Allemagne et aussi contre la Russie.

Mais si faible que fut la résistance dirigée par le P.C. polonais, c'est la période pendant laquelle naîtra le processus de reconstitution de l'appareil d'état.

En Pologne, seule la présence de l'armée Rouge va faciliter, accélérer la reconstruction étatique et ensuite le contrôle de cet état par le P.C. Polonais.

Mais quel état était ainsi construit ?

Dans quel sens agissait l'armée Rouge ?

Pouvait-elle donner naissance à un état ouvrier, sans que les ouvriers polonais se soient mis en mouvement pour le construire de leurs propres mains ?

Il ne faut pas oublier que face au vide de l'appareil d'état, de l'appareil répressif des classes dirigeantes polonaises, la porte était ouverte à une révolution ouvrière.

Les impérialistes et l'U.R.S.S. n'oublièrent pas qu'à la suite de la première guerre mondiale une série de révolutions avaient secoué la vieille Europe.

Et, en 1945, la situation était encore plus explosive, les appareils d'états n'existant plus. Devant leur crainte commune, les impérialistes et la bureaucratie stalinienne vont se partager le rôle de gendarme contre la classe ouvrière.

L'Est sera destiné à l'U.R.S.S. Celle-ci va procéder d'une part au désarmement politique de la classe ouvrière polonaise en lançant des mots d'ordre de "regroupement démocratiques", "d'Union Nationale", où la classe ouvrière était noyée et n'avait aucun programme propre. Toutes les initiatives, tous les comités ouvriers qui s'étaient créés furent dissous, puis refaits avec une large participation des notables ; à ce désarmement politique va s'ajouter la répression de l'armée Rouge, les déportations massives vers la Sibérie, les exécutions, la mise au pas.

Pour reconstituer l'état polonais, le P.C., aidé par l'URSS

fera donc largement appel à la petite bourgeoisie et aux débris de bourgeoisie nationale : tous les partis démocrates seront appelés pour reconstituer un rempart contre la classe ouvrière.

Mais ces partis bourgeois auront vite tendance, une fois l'appareil d'état reconstruit, à remercier l'URSS de ses bons offices et à prendre leurs distances pour retourner vers leurs alliés naturels, les bourgeoisies occidentales.

L'U.R.S.S. va donc être contrainte pour garder sa sphère d'influence d'éliminer les partis bourgeois pour ne conserver que le Parti Ouvrier Polonais auquel s'adjoindront quelques résidus du Parti socialiste.

Voilà donc l'état qui a réprimé les ouvriers polonais en Décembre 1970 : un état bien bourgeois.

CLAIRE GONZ

GRÈVE

A LA MARTINIQUE

A la Martinique, les enseignants et les employés de banque ont tenu, en ce mois de Décembre à manifester publiquement et dans la rue leur mécontentement, provoqué par la dégradation de leur situation matérielle.

GREVE DES ENSEIGNANTS :

Au cours de la première quinzaine du mois de Décembre, les enseignants ont exprimé leur mécontentement de différentes façons : grèves, réunions, manifestations de rue. Plusieurs centaines y participèrent.

Les causes de ce mécontentement sont multiples ; à l'origine se trouve le problème du paiement des salaires. Or depuis longtemps, les virements des salaires sont faits avec beaucoup de retard. Au moment du déclenchement de la grève, il semble que les salaires d'Octobre n'étaient pas payés, pour bon nombre d'instituteurs, en particulier les non-titulaires ; cela occasionnait souvent l'émission de chèques sans provision, avec parfois, les ennuis juridiques qui en sont les conséquences.

Après ces manifestations, et pour éviter leur extension à d'autres secteurs, la majeure partie des enseignants reçurent leur traitement et le retard fut comblé. A la Guadeloupe où règne une situation à peu près identique, le Vice-Rectorat prit les devants en versant leur traitement aux enseignants alors que ceux-ci, à l'exemple de leurs collègues martiniquais, s'étaient déjà prononcés pour le mot d'ordre de grève.

Cependant les enseignants ne se contentèrent pas de cette satisfaction accordée à leur revendication. La question des salaires représente la goutte qui fit déborder le vase de l'incurie du

du gouvernement, dans le domaine de l'enseignement (nous avons déjà parlé de la situation révoltante dans l'enseignement dans nos précédents numéros) ; cette grève permis de dénoncer une fois de plus, la volonté du gouvernement français de saboter l'enseignement aux Antilles à quelque degré que ce soit. Et les autres revendications présentées traduisent bien la volonté de lutte des enseignants pour :

- l'abrogation de l'ordonnance du 15 Octobre 1960 (en vertu de celle-ci, le préfet peut, n'importe quand signifier sa mutation à l'enseignant, par trop contestataire de la politique coloniale).

- l'accroissement de l'effectif du personnel enseignant. Malgré l'envoi massif des V.A.T. (Volontaire à l'Assistance Technique) les écoles manquent encore d'instituteurs, et un enseignement au rabais est souvent dispensé dans bon nombre d'écoles communales.

Paradoxalement, il y a beaucoup d'Antillais diplômés qui, de retour au pays, se voient refuser un poste.

- La construction d'écoles en nombre suffisants, si souvent promises et jamais réalisées, sous le prétexte de manque de crédit, alors que d'un autre côté, qu'il s'agisse de la Guadeloupe ou de la Martinique, des casernes de gendarmes et autres forces de répression existent en grand nombre.

Au cours de leur réunion du 10 Décembre 1970, après avoir passé en revue leur propre revendication, les enseignants votèrent une motion pour marquer leur solidarité avec les employés de banque en grève eux aussi.

GREVE DES EMPLOYES DE BANQUE

Dans les banques, la situation des employés n'est pas très enviable. Les banquiers étant regroupés au sein d'un syndicat : l'Association Professionnelle des Banques, qui comme l'ensemble du patronat, se soucie fort peu des conditions de vie des employés. C'est devant le silence de l'A.P.B. aux revendications des employés que ceux-ci ont décidé une grève illimitée à compter du 10 Décembre dernier avec, comme exigences :

- une prime de transport de 150,00 F.
- une indemnité de cherté de vie de 20 %.
- une diminution d'horaire (pour une semaine de 35 Heures).

La grande majorité des employés appuyant ces revendications, amenèrent certaines banques à fermer leurs portes.

Cette grève montre la volonté des employés de lutter contre la détérioration de leur condition matérielle, aggravée par les conséquences du dernier cyclone Dorothy : les prix de toutes les marchandises ayant augmenté dans des proportions considérables, jusqu'à 20 % pour certaines, alors que parallèlement, les salaires n'ont pas subi cette progression.

A la suite de cette action, une discussion s'instaura entre les représentants des deux parties (A.P.B. et syndicat des employés) mais aucun accord n'est encore conclu, à cause des propositions insuffisantes faites par les banquiers, au moment où nous écrivons.

La grande participation à ces deux grèves montre le profond mécontentement qui existe chez les enseignants et les employés de banque. Ce mécontentement correspond à une dégradation croissante de leur condition matérielle.

Cette grève a permis de mettre en lumière à nouveau le malaise qui existe dans le domaine de l'enseignement en particulier ; car si le problème des salaires a été l'élément déterminant de la grève, d'autres revendications furent mises en avant, lesquelles caractérisent bien ce malaise.

L'étendue de ce mouvement qui est à la mesure du mécontentement dénote aussi une certaine combativité tant chez les employés de banque que chez les enseignants, malgré la volonté des directions syndicales de limiter l'action des grévistes : c'est ainsi que par manque d'informations, de préparation et de mobilisation, un certain nombre d'enseignants et d'employés de banque ne participèrent pas à cette grève.

L'aggravation de la situation des employés de banque et des enseignants : catégories sociales qui peuvent être considérées comme les moins défavorisées parmi les salariés, correspond à une dégradation générale de la société coloniale, laquelle ne peut survivre que grâce aux promesses fallacieuses opposées aux revendications des diverses catégories et classes sociales opprimées d'une part et au rôle de freins, joué par les directions syndicales, à l'organisation et au développement des luttes.

Le lien entre la situation particulière des employés de banque ou des enseignants, et la situation générale fait qu'une amélioration est inconcevable sans changement total de la société dominée par le colonialisme et l'impérialisme.

C'est pourquoi la bourgeoisie n'oppose que des promesses vagues à toutes revendications quelles qu'elles soient. Cependant, il peut en être autrement ; si les enseignants et les employés de banques mènent une lutte sans merci aux côtés du prolétariat pour le renversement du système colonial et du système capitaliste.

MAX RODON

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

GUADELOUPE :

NOUVELLE GREVE DES ETUDIANTS

EN LETTRES ET EN DROIT

La situation universitaire, si on peut encore la qualifier d'universitaire, s'envenime en Guadeloupe.

En effet, les étudiants en lettre du C.E.S.L. (Centre d'Etudes Littéraires) et en droit (de l'Institut Vizios) ont successivement déclenché une grève des cours à la suite de la fermeture il y a quinze jours de la "cantine" universitaire du lycée de Baimbridge par Sarlat, le proviseur.

Une bagarre opposant quelques étudiants à des agents "musclés" devant la cantine aurait provoqué la décision de Sarlat. Si il est difficile de savoir exactement comment a débuté cette bagarre, "qui a commencé", etc... il est par contre aisé de comprendre pourquoi on en est arrivé là.

Depuis un certain temps, en effet, les étudiants sont particulièrement mécontents des brimades de toutes sortes exercées par Sarlat, d'une part, qui a refusé de les reloger au lycée, qui ne fait rien pour améliorer la cantine, et par l'administration universitaire d'autre part.

Le vendredi 18 Décembre, les étudiants en droit se mettaient en grève pour 24 H., tandis que les étudiants en lettres avaient déclenché une grève illimitée quelques jours avant.

Les revendications immédiates des étudiants des deux unités (lettres et droit) sont donc :

- la réouverture de la cantine universitaire.
- La création d'un véritable centre local du CROUS (Centre

Régional des Oeuvres Universitaires et Sociales), destiné à loger, nourrir, assister socialement les étudiants.

Mais, au delà de ces revendications immédiates des étudiants, il y a une lutte entreprise par leurs associations : l'AGELA (association générale des étudiants en lettre Antillais) et l'AEDG (association des étudiants en droit de la Guadeloupe) pour la création d'un véritable restaurant universitaire et de toute une infrastructure sociale nécessaire aux étudiants pour la poursuite normale de leurs études ; des logements décentes, des locaux en nombre suffisant, des enseignants aussi. C'est ce que, dans une conférence de presse qui s'est tenue vendredi 18 au soir à l'Institut Vizios, les dirigeants de l'A.E.D.G. ont souligné en critiquant violemment le manque total de cette "infrastructure" universitaire.

Devant une salle de 200 personnes environ, ils ont montré de quelle façon les autorités universitaires se moquaient des étudiants, les logeant à 6 dans un F.3. à Raizot sans meubles ni aucune installation de cuisine ; F 3 rapportant à la SIG (Société immobilière de la Guadeloupe) 500 Frs par mois au lieu de 250 F. lorsqu'il s'agit d'un particulier, ce qui apparaît comme une véritable entreprise de rentabilisation capitaliste.

Passant en revue tous les problèmes, les orateurs de l'AEDG ont très justement reproché à l'administration sa politique délibérée, d'écarter de nombreux enseignants antillais alors qu'il y en a pénurie à l'institut.

La plupart des enseignants en droit exercent une profession en dehors de l'institut et le plus souvent donnent les cours et travaux dirigés le soir après 18 H. ce qui est plutôt éprouvant physiquement.

A l'heure qu'il est les travaux dirigés n'ont pu commencer alors que la rentrée officielle a eu lieu depuis deux mois.

Un nombre suffisant d'enseignants permettrait une meilleure organisation, un emploi du temps mieux adapté aux conditions de vie des enseignants et des étudiants, ce qui éviterait l'anarchie qui règne actuellement ; certains programmes sont comprimés, débités en vitesse en un mois, d'autres s'étalent indéfiniment et traînent en longueur. Tout cela pour essayer de satisfaire tout le monde, enseignants, comme étudiants ; en raison aussi des voyages de professeurs venant de la Martinique pour une semaine, quinze jours dispenser en vitesse une grosse partie du programme.

L'anarchie est bien la seule impression que l'on peut avoir en pénétrant à l'institut Vizios. Tous les services administratifs se trouvant à Fort de France, les inscriptions se font par correspondances ; pour obtenir un simple certificat de scolarité, il faut

écrire au préalable à la Martinique , procédure longue et bureaucratique.

Devant cette situation, les délégués étudiants martiniquais et guadeloupéens des quatre U.E.R. (Unité d'enseignement et de recherche ; il y en a 4 aux antilles : - UER droit et sciences économiques martinique, guyane. UER droit et services économiques de la Guadeloupe. UER lettres Guadeloupe. UER sciences martinique).

Ces délégués donc, ont refusé de participer à l'assemblée constitutive du centre universitaire Antilles-Guyane qui devait se dérouler à la Martinique, boycottant ainsi cette assemblée. Ils ne pouvaient pas, ont-ils dit justement, s'asseoir à une table pour discuter des "grand problèmes" alors qu'ils n'étaient dans le même temps ni "nourris", ni "logés".

Etonnant ! Les étudiants ont reçu le soir même un télégramme du Vice-Recteur leur disant que "tout serait mis en oeuvre pour améliorer la situation au plus vite", etc... Comme les choses vont vite !

Certes, nous soutenons les étudiants et nous appuyons leurs justes revendications, mais il faut déplorer le fait que toutes ces actions restent enfermées dans un cadre trop étroit, le seul cadre universitaire.

Hors des murs de l'Institut Vizios ou du CESL, les gens, la population, les travailleurs ne sont pas au courant de ce qui se passe. A chacun ses problèmes dira-t-on, et c'est là qu'on se trompe. Le problème universitaire aux Antilles est lié au problème du colonialisme en général.

Les étudiants Antillais aussi bien dans leurs interventions que dans leurs tracts ou dans leur action ne lient pas assez leurs problèmes à ceux de l'oppression des Antilles par l'impérialisme Français. Car c'est bien à cause de cet impérialisme que la situation de l'enseignement est ce qu'elle est, impérialisme qui, comme on le sait fait tout pour se réserver une masse de sous cultivés afin d'y puiser ses cadres subalternes et c'est en soulignant plus ce problème que l'AGELA et l'AEDG pourront contribuer à l'élévation de la prise de conscience des étudiants antillais.

En définitive, ce n'est que par la lutte Anti-colonialiste que passe la solution véritable des problèmes universitaires actuels.

AUX PTT L'ADMINISTRATION ENCOURAGE LA MENDICITÉ

Cette année, comme les précédentes, les préposés à la distribution (facteurs) ont proposé des calendriers en passant de porte en porte. Ils sont obligés, après des journées de travail allant certains jours de 6H. à 12H. et d'autres de 6H. à 12H. et de 14H. à 17H 30 d'aller distribuer des calendriers. Ainsi il arrive qu'ils font du porte à porte jusqu'à 22H. ce qui fait que les journées de travail sont longues de 14 à 16H. des fois. C'est tout de même avilissant de passer à la porte de chacun pour proposer des calendriers, c'est presque l'aumône qu'ils demandent.

Si les facteurs distribuent les calendriers PTT, c'est que les sommes ainsi gagnées forment un appoint non négligeable à leur budget. D'autant que, pour les fêtes de fin d'année, on a toujours des dépenses un peu exceptionnelles à faire.

Avec les calendriers, l'administration dispose d'un bon moyen pour faire accepter des bas salaires aux préposés. De plus, cela permet d'entretenir des divisions entre les préposés et les autres catégories du personnel. Chez les préposés eux-mêmes, les disputes sont fréquentes à propos de la répartition des quartiers où l'on ira faire le porte à porte. Certains quartiers payent bien, d'autres mal. Cette répartition pose donc des problèmes, d'autant qu'ici encore intervient la hiérarchie entre préposés : ceux qui ont des quartiers entiers à leur disposition, et ceux qui n'ont pas de quartiers fixes et aident les précédents, n'ont donc droit qu'à des miettes.

Contre cette situation, les syndicats ne font rien, cela se comprend car, ils ne font aucune proposition de lutte véritable

pour permettre l'amélioration des salaires et des conditions de travail, sinon de vagues semaines d'action, des grèves de 24 H. et autres grèves par brigade. C'est aux postiers de s'organiser pour imposer leurs revendications.

MARIANNE TIBUS

HAUSSE DES TRANSPORTS TOUS AZIÉLITS

ou la C.G.T. chère

Il n'y a pas que le métro parisien qui coûte toujours plus cher. La Compagnie Générale Transatlantique (C.G.T.) qui a le monopole du transport maritime entre les Antilles et la France en profite pour fixer des prix exorbitants.

Pourtant ces prix montent, montent encore...!

- le frêt bananier qui a augmenté en novembre de 30 F. par tonne va augmenter en Mars 1971 de 20 F. par tonne ce qui fera 50 F. en moins de 5 mois !

- à ajouter à cela une invention dernier cri : une taxe dite "surcharge combustible" fixée à 7 F par unité payante.

- Et dans le sens France-Antilles il y a eu une hausse de prix de 5 % en juillet 1970 et une autre, toujours de 5 % en Décembre.

Peut-on penser que cela entre dans le cadre de l'aide fournie par la mère patrie à ses D.O.M. ??

CONDITIONS DE TRAVAIL A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

A l'Assistance Publique dans certains services, les Agents travaillent dans des conditions pénibles, lamentables, avec du matériel désuet, ce qui provoque un surcroit de travail plus une perte de temps considérable pour un résultat minimum.

LES "INTERMITTENTS".

Les Agents hospitaliers "intermittents" sont sujets à une exploitation dégradante et à toutes les vicissitudes, des services. Les tâches les plus dégradantes et les plus dures leur sont attribuées (poubelles, vidoirs, lavage de salles et d'escaliers) pour un salaire très bas (aux environs de 800 F.).

. Un agent entretient les escaliers d'un service de trois étages plus un sous sol avec comme matériel, une petite brosse à main (en chient dent), un seau à eau (de 10 litres environ) et une boîte de "NAB" ordinaire et au cours de ce travail est constamment dérangé soit pour aller en cuisine, soit pour emmener un malade en radio, en urgence, etc...

Commencant à travailler dans un service à 7 H. ou 6H30, il peut terminer sa journée dans un autre, recommençant les mêmes entretiens qu'il avait faits dans l'autre.

Les agents ne doivent ni refuser d'exécuter une tâche ne relevant pas de leur aptitude ni rechigner devant les difficultés que présentent certains travaux. Ils sont intermittents donc susceptibles d'être remerciés d'un moment à l'autre, sans préavis ni dédomagements.

LA TITULARISATION

Quelques-uns cependant, si "leur tête" revient à Madame la surveillante et s'ils font un peu de "lèche", passeront d'agent intermittent à agent hospitalier temporaire ensuite agent hospitalier. Mais les conditions de travail sont les mêmes.

Pour accéder à la titularisation il lui faudra tout accepter.

Un d'entre-eux se voit refuser sa titularisation par la Direction de l'hôpital dans lequel il travail à titre de temporaire depuis deux ans alors que la direction centrale (avenue Victoria) et le contrôle médical le reconnaissent apte à cette titularisation. La seule faute qu'il ait commise est d'avoir été malade pendant quelques jours (10 ou 15 sur 2 ans).

Les agents hospitaliers titulaires ne diffèrent des temporaires et des autres que par leur titre, le travail est le même. Ce titre de "titulaire" qui leur assure un emploi fixe et 50 F. de plus par mois, mais les injustices qu'ils subissent sont les mêmes.

Un Agent ayant pris son service à l'heure habituelle commença à laver sa salle. Quand il eut terminé, la surveillante lui ordonna de se rendre dans le service voisin. (qui se situe au 3ème étage du même immeuble) où il eut à nouveau tout le service à entretenir (un couloir de 85 m de long sur 2 m. de large plus 5 blocs de 36 à 40 m² chacun). Au cours de la journée ce même agent eut toutes les courses des deux services à faire. A la fin de la journée il était sur les genoux.

Quelques fois le dimanche (surtout) ou en semaine quand il manque un soignant ce sont ces agents qui le remplacent aux soins, qu'ils font d'ailleurs très mal, n'ayant pas reçu de formation à cet effet. Le salaire reste cependant toujours le même.

Le lendemain, ils retournent à leur ménage. Sauront-ils si les soins qu'ils ont prodigués la veille au malade lui furent bénéfiques ou néfastes ? Ils auront le sentiment d'avoir été exploités par une administration qui se soucie peu des êtres qui lui ont confié leur santé ou celle de leurs proches et qui ne pense qu'à s'emplier les poches de la manière la plus honteuse.

L'AIDE SOIGNANTE

L'aide soignante est l'agent palliatif et fluctuante des services.

Dans la même journée, elle peut passer des travaux de ménage aux soins, quelque soit l'heure et le jour. Elle peut aussi bien tout en étant aux soins, être en même temps à l'office, avec toutes les tâches que cela comporte, y compris les courses.

Il n'est pas aisé d'arriver au grade d'Aide soignante. Celles qui y accèdent, n'y arrivent qu'au prix d'un grand acharnement

Des cours ont lieu toute l'année, sanctionnés par un examen final qui comporte des épreuves théoriques (compositions écrites) et pratiques (au lit du malade et en salle) ; la nomination officielle si l'agent est reçu, traîne en longueur et peut varier de 6 mois à un an, durée pendant laquelle cet agent perçoit son salaire habituel, c'est-à-dire d'agent hospitalier.

Le soignant(e) ou l'infirmier(e) est l'un des agents les plus exploités de l'Assistance Publique, surtout s'il est volant, c'est-à-dire lorsqu'il n'a pas de poste fixe. Il travaille parfois pendant plus de 8 heures consécutives, selon la gravité de l'état de certains malades.

Quand des soins d'urgence doivent être donnés, il se voit de fait supprimer l'heure des repas, et se trouve obligé de quitter son poste une demi heure, une heure même, deux heures après l'heure de sortie normale.

Enfin, il est considéré comme un automate sur lequel il suffit de presser un déclic pour obtenir le maximum de rendement.

Quant aux nouveaux diplômés, ce sont des pions sur un échiquier ! En arrivant dans le service qu'ils ont choisi, ils doivent affronter toutes sortes d'épreuves, depuis la harge des vieilles aides soignantes qui, ayant pris l'habitude de faire des soins, se voient soudainement reléguées à d'autres fonctions (ménage, office, etc...), les mesquineries de certains agents hospitaliers, jusqu'aux méchancetés de certaines infirmières "anciennes". Si par malheur, ce nouveau diplômé n'est pas malhéable à souhait, il devient rapidement la "bête noire" du service et il peut un beau jour trouver sur sa carte de pointage, un mot lui disant d'aller dans un autre service, la sur veillante de son précédent service ne voulant plus de lui !

Les changements de service et d'équipes se passent sans

demander l'avis du personnel. C'est ainsi qu'à Trousseau, ayant pris son service à 7 H., un infirmier se vit contraint à 10 Heures de se rendre dans un autre service auquel il n'y connaissait rien, pour le reste de la journée. Convoqué après, par le chef du personnel, il apprit qu'il lui fallait travailler tantôt en chirurgie (de jour) tantôt aux urgences (de garde) et tantôt en O.R.L. (dejour), ce qui lui fit passer 19 H.20 sur 24 H. à l'hôpital. Protestant contre une telle absurdité, le chef du personnel lui répondit : "Je ne vous demande pas votre avis, c'est un ordre".

Et ce n'est pas un cas unique !

(Suite dans notre prochain numéro)

CLAIRE GOYA

GUADELOUPE

APRÈS LA "JOURNÉE SANS ACCIDENTS"

Vendredi 17 Décembre, à grands renforts de publicité, tant à la radio que dans France-Antilles avait été fixée une "Journée sans accident". Aussi eut-on droit dès 6 heures du matin à un grand déploiement de gendarmes et de C.R.S., comme s'il n'y en avait déjà pas assez en Guadeloupe. Le seul accident de cette journée eut lieu d'ailleurs entre deux jeeps de gendarmes.

Mais à quoi sert donc cette "Journée sans accident" ? Pourquoi tout ce tapage ? Cela sert en réalité à masquer les insuffisances tragiques de notre réseau routier, proclamé pourtant comme étant "le meilleur de la Caraïbe". Signalons seulement quelques points édifiants :

- R.N. 1 : c'est la plus fréquentée. Elle relie Pointe-à-Pitre à Basse-Terre. Le pont de la rivière de Grand Anse au pied de Dolé n'a jamais changé. Il y a juste le passage pour une voiture, dans un tournant, au pied d'une côte longue et sévère de 2, 7 kms.

- Blanchet (Moule) : un trou énorme au milieu de la chaussée y a déjà causé plusieurs accidents.

- Pointe-des-Châteaux : le rétrécissement de la chaussée sur un pont, après un virage sans panneau de signalisation a causé la mort en 1969 d'un touriste.

- Sur les 3 kms de route séparant Pointe-à-Pitre du carrefour du Raizet, il y a un seul feu rouge, alors que cette zone urbaine est très fréquentée. Il faut être téméraire pour traverser la chaussée aux heures de pointe.

- Sur la sortie nord de Pointe-à-Pitre (route de la Gabarre) il n'y a aucun feu d'arrêt. Deux fillettes s'y sont fait tuer en-

semble au début de l'année.

Bien sûr, nous dit-on, des réparations sont faites. Mais nous devons remarquer que :

- Le revêtement n'est pas adapté aux conditions climatiques des pays chauds.

- Il n'y a pas de travail réel effectué sur la chaussée. On ne fait qu'appliquer une mince couche d'asphalte sur la route, sans la réparer vraiment.

Tout cela entraîne bien sûr qu'à la moindre pluie cette belle façade s'en va. Un seul exemple suffira à le prouver amplement :

La portion de route entre Roseau et Carangise, à Capesterre, "réparée" début Novembre est déjà déformée et parsemée de trous à la suite des pluies survenues entre le 20 Novembre et le 15 Décembre. Par contre, il y a les 3,7 Kms d'autoroute de Destrellan, prolongés jusqu'au carrefour de Vernou ! En direction de Saint-François, la portion de route valable s'arrête.... à l'hôtel Caravelle !!!

Après tout cela on voudrait bien sûr nous faire croire que les 103 morts survenus jusqu'au 17 Décembre sont le fait d'automobilistes inconscients, comme s'il n'y avait pas assez de catégories de flics pour les surveiller, comme si surtout les 60 centimes de taxe par litre d'essence destinés au fonds Routier Départemental ne servaient à rien.

Finalement les carences du réseau routier Guadeloupéen sont celles de tout le système colonial : tout n'est que façade, tout n'est que masque pour cacher une réalité sordide.

Mais les carences du réseau routier ne sont pas les seules causes d'accident. Les Guadeloupéens sont de grands consommateurs de véhicules à 2 roues comme à 4.

Bien sûr, ce moyen de transport est souvent très utile et apparait comme un véritable outil de travail pour beaucoup. Mais, trop souvent, la publicité des grandes marques de voitures et le développement inimaginable du crédit font que toutes les marques de voitures ou presque sont déversées sur le marché à la grande joie des capitalistes de Peugeot, Renault, Fiat-Citroen, Daf, Mercedes, NSU, Volkswagen et beaucoup d'autres. Toutes les fins de série de la camelote automobile sont rejetées aux Antilles, des milliers de petits tombeaux roulants, pétaradant, polluent l'air des villes. Non pas que nous soyons contre l'automobile, loin de là, mais nous

pensons qu'en 1971, la technique a fait assez de progrès pour permettre de construire des engins plus solides. La preuve en est que les capitalistes, les bourgeois, eux, ont de tels engins.

Seulement il s'agit pour les grandes firmes automobiles de produire le maximum de petits engins "casse-pipe" avec le moins de frais possible de façon à ce que leur destruction rapide amène d'autres demandes et ainsi tourne le marché.

Ajoutons à cela, le danger causé inconsciemment par le grand nombre de petits mécaniciens auto qui en "cinq sept" colmatent une voiture qui tuera quelques heures ou quelques jours après car tout aura été fait avec des moyens de fortune.

Alors qu'il y a tant de gendarmes, de C.R.S., de polices de toutes sortes, aucune vérification sérieuse n'est opérée sur les automobiles par ces messieurs. A croire qu'ils ne sont là que pour prévenir une éventuelle "Guerilla".

C'est grotesque et ce serait comique si il n'y avait pas tant de morts, de blessés dans ce vaste manège à auto-tampons que devient la Guadeloupe.

NOEL CANTIUS

Léningrad : ANTISÉMITISME, SOCIALISME DES IMBECILES

La nouvelle des sentences qui avaient été prononcées contre deux juifs qui auraient tenté de s'emparer d'un avion pour fuir en Israël ne pouvait susciter chez les travailleurs et les révolutionnaires, que colère et indignation.

D'autant plus que cela se passait en U.R.S.S., pays réputé socialiste, mais dirigé en fait par une caste bureaucratique qui accomplit ses forfaits au nom du communisme, salissant ainsi cet idéal pour lequel des milliers de travailleurs ont lutté et sont tombés tout au cours de l'histoire récente.

Les Brejnev et Cie, sont les dignes émules de Staline ; ils n'en ont pas le passé, mais ils ont hérité de son régime. L'antisémitisme était l'un des multiples aspects de la politique réactionnaire de Staline. La répression contre les juifs, accompagnaient la répression contre les autres nationalités groupées dans l'U.R.S.S. De même, le préjugé anti-sémite qui avait fleuri à l'époque des tsars, était entretenu par le régime stalinien, tout comme tant d'autres préjugés les plus réactionnaires (chauvinisme, germanophobie, etc...). Le régime de Staline, qui s'était installé par la liquidation physique de l'ancien parti révolutionnaire bolchévique, ne pouvait survivre qu'en cultivant ces scories, en faisant du mensonge, de la calomnie, des procès préfabriqués, des liquidations physiques, une véritable institution dont le symbole et l'instrument efficace était la Guépéou.

Malgré la mort de Staline, le système continue.

Mais derrière ce procès, et même si les peines de mort ont été commuées en lourdes peines de prison, il y a un avertissement contre tous ceux qui élèvent des protestations contre le manque total de liberté en U.R.S.S. Cet avertissement pourra s'adresser aussi bien aux centaines de milliers de juifs d'U.R.S.S., qu'aux intellectuels qui

de plus en plus manifestent leur opposition au régime. Mais Brejnev et ses semblables, se trompent quelque peu. Car la prison, les menaces, les internements en clinique psychiatrique, les déportations ne suffiront pas à arrêter les voix d'une opposition, qui même limitée aux couches intellectuelles, grandit chaque jour. Et le procès de Léninegrad l'a bien montré. Car bien loin d'intimider les opposants, ceux-ci au contraire, n'ont pas craint de faire des pétitions, de réclamer la grâce des accusés, parmi les soviétiques, d'origine juive, des voix se sont élevées également. C'est donc un effet contraire à celui recherché par les bureaucrates du Kremlin.

Cependant ceux-ci ont l'habitude du matraquage et de l'écrasement des oppositions.

Il ne faut donc pas oublier que l'opposition naissante ne se développera qu'en trouvant le chemin, si long et si difficile soit-il, de la classe ouvrière.

P. JEAN CHRISTOPHE.

ESPAGNE

LA DICTATURE

A RECULÉ

C'est avec un certain soulagement que le monde a accueilli la décision du Général Franco de ne pas exécuter six des 16 militants nationalistes basques. Ces 16 basques sont présumés responsables de la mort d'un commissaire de police politique espagnole. Ils sont présumés coupables, car aucune preuve de leur participation au meurtre du commissaire n'existe. Mais cela n'a pas empêché les juges militaires, en se basant sur les aveux extorqués aux 16 Basques par la torture, de réclamer 9 peines de mort (dont 3 doubles condamnations) pour 6 d'entre eux et des peines très importantes de prison pour les autres. Cependant, bien qu'il n'y ait pas eu d'exécution, c'est tout de même sans preuve de leur culpabilité que ces nationalistes basques vont croupir dans les geôles du Franquisme.

Dès les premiers jours du procès, les ouvriers essentiellement, des employés et d'autres couches de la population espagnole, ont épousé la cause des 16 militants basques. Pour la première fois depuis la fin de la guerre civile espagnole en 1939, des manifestations contre le régime de Franco se sont déroulées un peu partout en Espagne, malgré la police et l'armée. A Bilbao, à Barcelone, Madrid, Oviédo, et beaucoup d'autres villes, on est descendu dans la rue avec pour mot d'ordre : "Franco Assassin", "A bas Franco", "Liberté pour les Basques". Des grèves ont eu lieu un peu partout, dans les usines, dans les bureaux. C'est la preuve qu'après 30 ans d'une dictature féroce, les ouvriers, les autres opposants au régime ont relevé la tête. C'est la preuve que les masses travailleuses en ont assez du Franquisme dont les jours sont peut-être comptés. Et que les ouvriers aient manifesté à l'occasion de ce procès, montre le caractère politique de leur mobilisation. D'autres manifestations de protestation contre le procès de Burgos se sont déroulées un peu partout dans le monde.

Les Franquistes et autres profiteurs du régime impressionnés par l'ampleur des mouvements de protestation contre le procès, se sont vus obligés pour se rassurer d'organiser à travers toute l'Espagne des manifestations de soutien à Franco. C'est ainsi que l'on vit à Barcelone, Madrid, Bilbao, etc..., toute la racaille des profiteurs défilcr dans les rues avec en tête à chaque fois : presque tous les officiers de l'armée, les Gouverneurs, les responsables de la police, leurs femmes et leurs enfants, et d'autres gros bonnets. Mais malgré cette quantité de processions en hommage au Caudillo, les classes dirigeantes Espagnoles tremblent. Elles pensent déjà à l'après Franquisme, ne serait-ce qu'à cause de l'âge avancé de Franco. Et pour la succession, elle ne sont pas toute d'accord sur l'homme à désigner pour prendre la relève de Franco, ni sur la politique à suivre. Certains souhaitent une libéralisation un peu plus grande du régime, à l'instar des pays européens comme la France l'Angleterre, l'Allemagne. D'autres par contre, sont pour le maintien de la dictature de fer, ce qui entraînerait l'isolement plus ou moins grand de l'Espagne en Europe.

C'est pour ces raisons que l'unité derrière Franco, n'est qu'une unité de façade. En fait c'est la lutte pour la succession du dictateur. Et Franco en décidant de commuer les peines de mort en peine de prison prétend que seule l'assurance qu'il a de la stabilité, de la popularité de son régime l'ont incité à agir de la sorte. Il y a surtout une crainte des conséquences qu'aurait provoqué l'exécution des six Basques. Les grèves qui se sont déclenchées un peu partout à l'annonce du verdict au pays Basque, sont là pour le prouver.

Jacques BRUEL

LE P.C.F. A 50 ans

Il y a cinquante ans, le 30 Décembre 1920, naissait, au Congrès de Tours, un nouveau parti, qui entendait lutter résolument pour la révolution socialiste: Le Parti Communiste Français, la S.F.I.C (Section Française de l'Internationale Communiste). Pour expliquer sa création il faut faire appel à deux facteurs. La trahison du grand parti ouvrier de l'époque la S.F.I.O et la révolution socialiste d'Octobre.

Le parti S.F.I.O. qui avait prétendu préparer la révolution socialiste, et dont les membres, en majorité se disaient Marxistes, avait trahi au moment décisif. Alors que l'Etat bourgeois chancelait en 1914, alors que l'annonce de la guerre aurait pu faire éclater une situation révolutionnaire, les chefs de la S.F.I.O avaient préféré se solidariser avec la "Bourgeoisie", et au nom de la "défense de la patrie" envoyer des millions et des millions d'ouvriers à la boucherie de 1914-1918. Mais si de nombreux militants succombent au social chauvinisme, d'autres au contraire avant, et surtout pendant la guerre condamnèrent cette attitude.

Le parti bolchevick, (le parti de LENINE) lui, resta en bloc fidèle à la ligne marxiste et aux engagements de 1912 (transformer la guerre impérialiste en crise révolutionnaire). C'est pourquoi il put être le principal artisan de la première et seule révolution prolétarienne : celle d'Octobre 1917. Et, une fois au pouvoir ce parti assumait, comme il l'avait toujours fait, ses responsabilités internationales : Au lieu de se chercher des appuis faciles en flattant "les partis les plus progressistes" d'Europe Occidentale (la S.F.I.O française par exemple) et en fermant les yeux sur leur attitude pendant la guerre, les Bolchevicks appliquèrent toute leur force à détacher de ces partis les éléments qui n'étaient pas entièrement corrompus par le social-chauvinisme. .

La création du P.C.F. est donc le fruit de l'action internationa-

liste du parti Bolchevick, et sa naissance contenait, en germe un immense espoir : si le parti de Lenine avait réussi, dans un pays arriéré, à mettre la classe ouvrière au pouvoir, ce parti pourrait faire tomber une des plus puissantes citadelles impérialistes, et faire franchir un pas décisif à la révolution mondiale. Hélas, cet espoir fut déçu ; Depuis longtemps, les dirigeants du P.C.F. parlent non plus de révolution prolétarienne, mais de "démocratie avancée", non plus de renversement violent de l'Etat bourgeois mais de passage pacifique et électoral au Socialisme, non plus du droit des peuples colonisés à disposer d'eux même mais de " la grande famille de l'union française".

CAUSES DE LA DEGENERESCENCE

Cependant si l'on analyse historiquement la déviation du P.C.F., on constate que la cause première et principale fut la dégénérescence de la révolution Russe. Cette dégénérescence était due à l'état économique arriéré de la Russie, à l'isolement qui suivit la révolution. Car si une vague révolutionnaire souleva l'Europe après la 1ère guerre, nulle part, cela n'aboutit à une victoire définitive du prolétariat. Dans ces conditions, le jeune Etat ouvrier se trouva encore plus soumis à la pression des couches sociales non prolétariennes de Russie.

C'est cela qui déterminera la montée au pouvoir d'une couche de bureaucrates ne défendant que leurs privilèges. Et pour les conserver, ces arrivistes, ces bureaucrates durent mener à l'intérieur comme à l'extérieur, une politique réactionnaire.

- à l'intérieur, ce fut l'éviction, puis l'élimination physique de tous les bolchevicks restés fidèles à l'idéal marxiste léniniste (banissement de Trotsky et de l'opposition de gauche en 1927, grand procès en 1936, assassinat de Trotsky en 1940).

- à l'extérieur, ce fut la prise en main des partis communistes pour en faire, non plus des instruments de la révolution prolétarienne, mais pour les mettre au service de la bureaucratie de l'U.R.S.S.

Les militants qui s'étaient détachés du parti Social-Démocrate français étaient certes, honnêtes et pleins de bonne volonté (même s'ils étaient entourés d'opportunistes notoires, style Marcel Cachin), mais peu d'entre eux avaient assez de culture politique et de clairvoyance pour comprendre et condamner le sinistre visage qui s'opérait dans la révolution russe dès 1924. Ceux qui risquaient d'en être capables furent d'ailleurs vite exclus sur l'ordre de l'internationale désormais stalinienne. Ainsi Loriot, Dunois, Rosmer, Monatte, Souvarine

et d'autres encore, furent accusés de trotskysme et mis à la porte du Parti Communiste Français.

Dès lors, le parti ne reçut pas d'éducation marxiste (un de ses membres, André Ferrat confesse en 1930 leur inculture politique), mais apprend à abéir aux quatres volontés des bureaucrates.

Il fait des compromis sans principe avec les bourgeois d'Alsace Lorraine, parce que Staline veut affaiblir la France. Pendant la montée du facisme, il refuse de faire front avec les sociaux démocrates parce que Staline sous-estime le danger faciste ; en 1936, alors que les ouvriers sont dans la rue ou occupent les usines, Staline demande de faire un gouvernement de large union, un "Front Populaire", son agent Thorez demande aux travailleurs de "terminer la grève", car une seconde révolution prolétarienne, démasquerait, par son dynamisme même les fossoyeurs de la première. Pendant tout ce temps, le Parti Communiste ne mène aucun travail sérieux, en direction des populations des pays coloniaux. (Après la guerre, il s'intéressera davantage à eux, mais pour maintenir leur volonté d'émancipation dans les limites de l'Union Française).

En 1939, le parti dénoncera la guerre Franco-Allemande, mais uniquement parce que Staline a du s'allier avec Hitler. Quand Hitler se retournera contre son ancien allié le parti communiste sera le plus farouche animateur de la résistance, et ainsi il verra affluer à lui des centaines de millions d'hommes qui ne seront pas communistes, mais patriotes.

A la fin de la guerre, du fait de la situation économique qui aiguïssait la combativité des ouvriers, du fait aussi de la popularité chèrement acquise au cours de la résistance, le parti communiste est appelé à participer au gouvernement.

Pour garder ces quelques strapontins ministériels que la bourgeoisie était obligée de lui prêter, le Parti Communiste va employer son influence à faire travailler les ouvriers à la reconstruction (bourgeoise) de la France. (Il faut lire les déclarations que fit Thorez à cette époque : "Produire d'abord, revendiquez ensuite".).

Il joua ainsi le rôle de contremaître de la bourgeoisie, contremaître que l'on congédia évidemment lorsque la combativité ouvrière fut refroidie vers 1948.

En tout cas, le changement important apporté par la guerre fut que, le parti communiste connut pour la première fois une large popularité parmi les couches de la petite bourgeoisie et, dès lors il eut l'espoir d'arriver au pouvoir par la voie électorale, au prix de quelques concessions à cette petite bourgeoisie. Lui qui, auparavant était mis

au ban de la vie politique française, et qui, de ce fait s'attachait d'autant plus à Moscou, vit la possibilité d'être considéré comme un parti national.

D'un autre côté, pour ne pas se couper de sa base ouvrière, chez laquelle il avait cultivé l'attachement à la "patrie socialiste soviétique", le Parti Communiste Français ne pouvait briser ses attaches avec l'U.R.S.S. Ce dilemme qui n'est toujours pas résolu aujourd'hui amène le P.C.F. à jouer une délicate politique de bascule. Le Parti multiplie les appels à un front uni avec les socialistes, fustige les "gauchistes", se vante d'être légaliste, raisonnable et surtout bien français.

Mais, il exclut Garaudy et Tillon qui veulent aller trop loin dans cette voie, soutient l'U.R.S.S. lors de la répression contre les ouvriers hongrois en 1956, ne proteste que mollement contre l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968.

En tous cas le P.C.F. arrive à concilier ces deux clientèles sur un point : le refus de faire ce pourquoi il avait été créé : préparer le renversement de la bourgeoisie par la révolution prolétarienne. Le P.C. n'est plus un parti révolutionnaire, c'est un parti réformiste, encore largement marqué par l'empreinte de l'U.R.S.S. stalinienne.

Il reste aux militants communistes révolutionnaires (qui existent au sein des groupes dits gauchistes) à faire la même chose que les bolchévicks firent en 1920 : détacher les éléments sains de ce parti gangrené et recommencer un nouveau Parti Communiste et révolutionnaire.

MAX RODON

LIBERTE POUR ANGELA DAVIS

Angela Davis est une jeune universitaire noire de 26 ans. Ennemie de l'injustice raciale, elle milite avec les Blacks Panthers et le Parti Communiste Américain.

La loi américaine a fini par trouver une charge contre elle : lors d'un accrochage entre militants noirs et policiers blancs, l'un des tués était son garde du corps. D'autre part il se battait un fusil acheté - paraît-il - par Angela Davis. Et à cause de ces seuls éléments elle est inculpée de "complicité" !

Chose incroyable, mais vraie : dans l'Etat de Californie, cela suffit pour envoyer un accusé à la chambre à gaz. Or le gouverneur de cet Etat : Ronald Reagon est un véritable petit Franco, raciste jusqu'au ridicule (c'est lui qui a décrété une "journée de deuil national" après la victoire de Cassius Clay) et féroce à l'hystérie.

Angela Davis qui avait fui vers New York a été livrée à son ennemie. Sa vie ne tient plus qu'à un fil. C'est pourquoi il faut une protestation de tous les révolutionnaires en Amérique même, mais aussi dans le reste du monde. Malgré notre peu de force, nous sommes prêts à nous associer à toute manifestation de solidarité en sa faveur.

ANGELA DAVIS NE DOIT PAS MOURIR !

CE QUE NOUS VOULONS

La Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes se donne pour but :

- de regrouper les travailleurs, de les éduquer, de les aider au travers de la lutte pour l'indépendance à prendre conscience de leur état de travailleurs, de leurs intérêts de classe et du rôle indispensable et grandiose que la classe ouvrière joue et jouera dans la transformation socialiste du monde.
- d'associer à cette lutte tous ceux, de quelque origine qu'ils soient, qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- d'engager la lutte morale, matérielle et physique pour l'indépendance, politique de l'impérialisme français.
- de mettre en place, au cours même de la lutte pour l'indépendance, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- de veiller par la propagande et l'organisation à ce qu'après l'indépendance le peuple reste en armes jusqu'à ce que ces revendications aient abouti et qu'il soit en mesure, à tout instant, d'exercer le pouvoir sans que personne puisse l'acaparer et le lui ôter.
- à agir au sein des classes ouvrières américaine et française pour faire connaître les buts de la lutte des travailleurs antillais et pour aider les révolutionnaires des grandes puissances impérialistes à éduquer et à organiser la classe ouvrière des pays dits avancés pour lui faire prendre conscience de ses intérêts et de ses devoirs historiques.